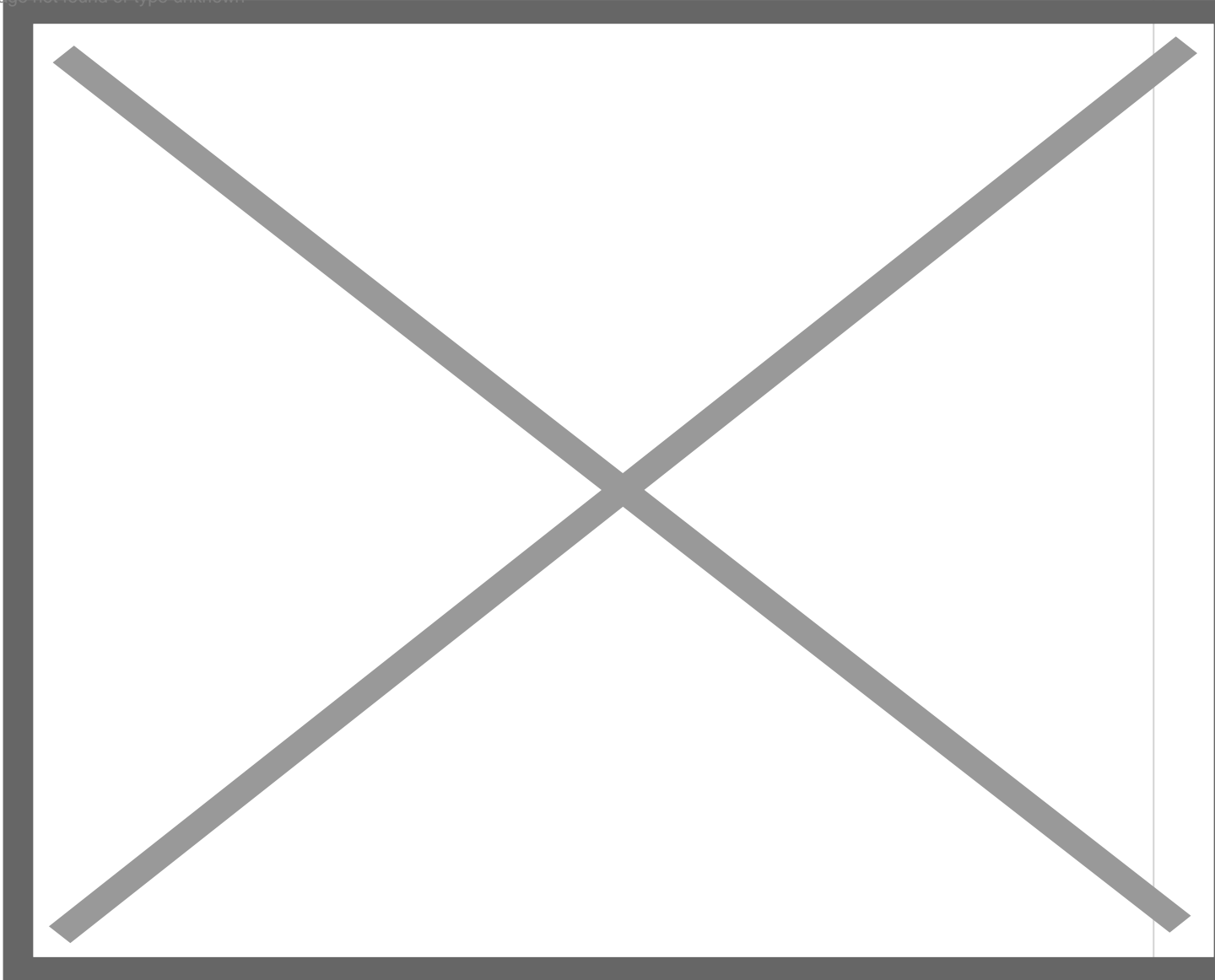


*Discours prononcé à la clôture de
la troisième période ordinaire des
sessions de la Xème législature de
l'Assemblée Nationale du Pouvoir
Populaire*

Image not found or type unknown



Discours prononcé à la clôture de la troisième période ordinaire des sessions de la Xème législature de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire

Discours prononcé par Miguel Mario Díaz-Canel Bermúdez, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président de la République, lors de la clôture de la troisième période ordinaire des sessions de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire dans sa dixième législature, au Palais des congrès, le 19 juillet 2024, « Année 66 de la Révolution ».

Cher général Raúl Castro Ruz, leader de la Révolution cubaine ;

Cher camarade Esteban Lazo Hernández, président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire et du Conseil d'État ;

Chers députés ;

Invités ;

Chers compatriotes :

Au cours de ces journées, nous avons discuté et convenu de diverses questions, toutes très sensibles pour la nation cubaine. J'insiste sur le fait qu'il nous appartient maintenant de changer ce qui doit l'être et d'avancer sur le chemin que nous avons emprunté il y a 65 ans pour nous émanciper par nous-mêmes et par nos propres efforts, selon le concept de Révolution que nous a légué le commandant en chef Fidel Castro Ruz.

L'Assemblée nationale, qui est la somme et la synthèse du pays que nous sommes, vote à l'unanimité la quasi-totalité de ses accords. Cela suscite de nombreuses critiques de la part de ceux qui ignorent que derrière cette unanimité se cachent de longues et intenses journées de travail, de débat et de recherche de consensus dans l'intérêt collectif. Et je crois qu'il faut le dire.

Cuba n'est pas dirigé par une seule personne, ni même par un petit groupe de personnes. C'est la rare dictature que les ennemis de la révolution ne pourront jamais comprendre : la dictature des travailleurs, la dictature du peuple représenté par ceux d'entre nous qui sont réunis ici, par l'élection populaire. Par conséquent, ce que nous discutons ici est une orientation et ce que nous approuvons est une loi.

Nous n'accepterons jamais comme valable la mascarade de démocratie qui est exhibée dans les vitrines de l'empire, où les candidats sont évalués en fonction de l'argent qu'ils parviennent à collecter et où, au lieu de proposer de véritables changements aux grands problèmes de leur pays, chacun tente de vaincre son adversaire à coups de disqualifications et d'insultes.

Nous n'acceptons pas non plus comme modèle le Congrès tout-puissant des États-Unis, où des législateurs honnêtes, désireux de servir leur communauté, sont contraints de légiférer aux côtés de véritables escrocs, au service des lobbyistes de l'armement et d'autres entreprises malfaisantes, comme ceux qui soutiennent depuis des décennies des politiques contre Cuba comme s'il s'agissait d'une question de politique intérieure.

S'il y a une chose qui nous honore en tant que nation, c'est bien l'intégration de cette Assemblée, le caractère authentiquement cubain de chaque législature, où l'on ne paie pas d'honoraires supplémentaires. La seule récompense en retour est la possibilité réelle et pratique d'être plus utile à la société et la reconnaissance des personnes que nous servons.

L'intense activité législative de ces sessions confirme ce que je dis. Six lois ont été adoptées sur des questions importantes pour la société et qui développent des préceptes constitutionnels, dont trois pour la première fois dans notre système juridique. Il s'agit des lois sur la citoyenneté, sur la procédure administrative et sur la transparence et l'accès à l'information publique.

Les riches débats et les contributions des députés à l'analyse de chaque projet de loi les ont renforcés et les ont obligés à apporter d'importantes modifications à leur contenu.

Parmi les projets de loi les plus débattus cette fois-ci figurent ceux liés au statut des personnes se trouvant sur le territoire cubain, qu'il s'agisse de citoyens cubains ou d'étrangers : la loi sur la citoyenneté, la première à régler cette question avec la reconnaissance de la multi-citoyenneté et de la citoyenneté effective ; la loi sur les migrations, peut-être la plus débattue, et la loi sur les étrangers, qui met à jour les normes en vigueur depuis 1976.

Ces lois témoignent de la volonté d'élargir et d'étendre les relations avec tous les Cubains, avec tous ceux qui sont attachés à leur patrie, ainsi que de ratifier le fait que Cuba est un lieu sûr et respectueux pour tous les étrangers résidant sur le territoire national.

Chacune de ces normes répond à une demande ou à un intérêt public, comme la loi de procédure administrative, un changement transcendantal pour le fonctionnement de l'administration publique, qui doit devenir un frein aux actions bureaucratiques des fonctionnaires.

Ou encore la nouvelle loi sur la transparence et l'accès à l'information publique, conforme aux principes fondamentaux de l'État de droit socialiste.

Dans tous les cas, les intérêts de la défense et de la sécurité nationales, ainsi que l'intégrité des personnes, sont préservés.

La loi sur le système des titres honorifiques et des décorations ordonne et perfectionne cette matière conformément au texte constitutionnel.

L'intensité et le dynamisme de ce processus démontrent une fois de plus l'objectif de respecter le calendrier législatif approuvé par l'Assemblée elle-même et de concrétiser ainsi chacun des contenus de la Magna Carta.

Camarades :

Chaque jour, nous nous heurtons à d'énormes obstacles aux rêves et aux projets de justice sociale, conscients qu'il est de notre responsabilité, en tant qu'État socialiste, de « défier les puissantes forces dominantes à l'intérieur et à l'extérieur de la sphère sociale et nationale », conformément à une autre idée fondamentale du concept de révolution.

Je sais, parce que nous sommes constamment à l'écoute de l'opinion publique, que nombreux sont ceux qui, dans des perspectives très différentes, décrivent le moment présent comme le plus difficile de l'histoire de la Révolution. Il ne manque même pas de personnes qui vont jusqu'à suggérer que la période révolutionnaire est terminée.

Le moment est très difficile, sans aucun doute. Le peuple le dit et ceux d'entre nous qui travaillent à atténuer l'impact de ces difficultés sur la vie quotidienne de chacun le ratifient. Mais la Révolution est vivante et ses ennemis le savent. C'est pourquoi ils la harcèlent et l'attaquent.

La révolution est mise au défi de se révolutionner elle-même et elle le fait. Nous le faisons ensemble, en équipe, parce qu'aucune autre formule n'est possible (Applaudissements).

Le moment a toujours été difficile pour les révolutionnaires, mais difficile ne signifie pas insurmontable. C'est écrit dans l'histoire des 65 dernières années, puisque, à peine arrivée au pouvoir, la Révolution a été menacée en permanence d'invasion, l'île a été minée par des bandits que l'on appellerait aujourd'hui à juste titre des terroristes ; son économie a été constamment sabotée et sous-approvisionnée ; ses relations naturelles avec l'Amérique latine ont été rompues sous la pression des Yankees qui nous ont déclarés leurs ennemis, sous une avalanche de mensonges exaltés par la féroce propagande anticommuniste de la Guerre Froide.

Que furent la Baie des Cochons, la Crise d'Octobre, les pestes, les attentats, les bombes, les sabotages, au milieu de situations aussi dramatiques que le cyclone Flora et de toute la pauvreté héritée du système précédent ?

Le moment est difficile, très difficile, mais l'histoire qui le précède donne à réfléchir, elle est si inspirante, si héroïque, qu'elle seule répond à toutes les questions par la phrase toujours provocante avec laquelle le général de l'armée nous a appris à affronter les difficultés : « Yes we can » (Applaudissements).

Fidel n'est plus là physiquement, c'est douloureusement vrai, mais ses idées et son héritage demeurent. Et il y a Raúl et une partie de la génération historique, le pied à l'étrier, qui éduquent et stimulent ceux d'entre nous qui accomplissent aujourd'hui la tâche honorable de donner une continuité à la révolution, pour nous rappeler qu'au milieu des plus grands défis, Cuba a réussi à atteindre certains des meilleurs indicateurs de développement humain.

Vous êtes ici pour démontrer ce que l'histoire elle-même a déjà établi : que la nation dispose d'une force fondamentale pour surmonter toutes les difficultés, comme Raúl l'a appelé la prunelle de nos yeux : l'unité ! (Applaudissements).

Dans un scénario plein d'obstacles, comme celui que nous traversons, l'unité est l'arme principale pour résister et gagner.

Il ne s'agit pas de l'unité des slogans ou de l'unanimité. Un accord non critique sur les questions les plus urgentes ne sert à rien.

C'est une unité fondée sur une participation optimiste. C'est un engagement qui répond à un objectif et à un idéal : sauver la patrie, maintenir et développer la révolution et le socialisme, seule garantie de préserver et d'approfondir la justice sociale que ce peuple a conquise en plus de 150 ans de lutte et à laquelle il ne renoncera jamais.

Tous ceux qui sont déterminés à contribuer à cette mission sont indispensables à la Révolution.

Le débat est légitime et la confrontation d'idées que nous provoquerons toujours est saine et utile. Nul ne peut douter que c'est d'eux que viendront les meilleures décisions et les meilleures contributions, dictées par la volonté de dépasser les erreurs, de surmonter les difficultés et d'aller de l'avant.

La disqualification de chaque étape de la recherche de solutions, la prédisposition instantanée et irréfléchie qui ne conduit qu'à la démobilisation et au découragement, c'est autre chose.

Camarades :

Cuba vit, travaille, résiste et crée sous les bombes silencieuses d'une guerre dont l'objectif principal est l'activité économique. L'objectif est d'affamer et d'affamer le peuple, sous le poids de la politique criminelle qui a été esquissée dans ses grandes lignes dans le fameux Mémoire Mallory en 1960 et qui, au cours de ces six décennies, n'a fait qu'escalader en agressivité.

Il incombe à l'État et au gouvernement de faire face à cette très grave éventualité de la manière la plus créative qui soit. Et les dirigeants du pays ne se reposent pas sur leurs lauriers pour surmonter ce scénario de guerre économique qui a un impact si dur sur la qualité de vie de la population.

Je sais que certains remettent en question l'utilisation du concept d'économie de guerre, sur la base de définitions académiques et d'expériences historiques antérieures.

Je ne vais pas l'utiliser ni en discuter la théorie. Je vais seulement demander, sur la base d'éléments pratiques, tirés de la dure réalité dans laquelle nous vivons : une économie qui est forcée de fonctionner avec un accès limité ou inexistant aux institutions financières internationales, dans un monde de plus en plus interdépendant et interconnecté sur le plan économique, peut-elle être qualifiée d'économie sans adjectifs ? Comment définir le mécanisme risqué et labyrinthique de l'importation de carburant sous la persécution et la pression exercée sur les compagnies maritimes, les compagnies pétrolières et les gouvernements disposés à le vendre ?

Refuser à Cuba l'accès à des produits contenant un minimum de 10 % de composants d'origine américaine ; nous obliger à gérer des investissements et des plans dans le plus grand secret, avec le risque latent et réel qu'ils échouent s'ils sont connus des États-Unis ; soumettre les principales

entreprises du pays aux sanctions prévues contre les nations figurant sur leurs listes fallacieuses qui ferment les banques et les possibilités de financement partout, ne sont-ce pas là des formes indéniables de guerre économique ?

Chercher des antécédents historiques sera plus difficile que de répondre à ces questions, car il n'existe aucun autre gouvernement soumis à une guerre de même nature, aussi prolongée et soutenue par des lois d'un autre pays qui gravitent autour de toute l'économie, comme les lois Torricelli et Helms-Burton, rédigées dans le but déclaré de changer le régime politique de Cuba.

Gérer l'économie, dans des conditions dans lesquelles aucune autre nation au monde n'opère, comment cela s'appelle-t-il alors ?

Camarades :

La situation très complexe du pays se vérifie aujourd'hui dans pratiquement tous les domaines de l'économie, mais il y en a certains où l'impact des pénuries est plus douloureux et significatif, comme l'impossibilité pratique d'assurer l'approvisionnement en temps voulu des produits rares du panier de base et des médicaments ; l'instabilité du système électro-énergétique national et le manque de contrôle des prix, excessivement élevés, spéculatifs, abusifs, qui limitent le pouvoir d'achat d'une partie considérable de la population. Dans le même temps, et en conséquence des pénuries et limitations persistantes, les manifestations d'indiscipline, de violence sociale, de toxicomanie et de vandalisme, qui menacent la paix et la tranquillité des citoyens, entre autres problèmes, sont en augmentation.

Cette situation exige la mise en œuvre immédiate d'actions concrètes, bien sécurisées et correctement contrôlées, qui doivent être soutenues par une stratégie de communication politique et institutionnelle adéquate.

Le Premier ministre, le camarade Marrero, a présenté à cette Assemblée l'état d'avancement de la mise en œuvre des projections du gouvernement visant à corriger les distorsions et à relancer l'économie au cours du premier semestre et a en même temps indiqué dans quelles directions nous concentrerons nos efforts pendant le reste de l'année, ce qui constitue un appel au travail que nous devons soutenir en fournissant des résultats concrets.

Il est temps de dépasser les diagnostics et de passer à l'action. Nous devons veiller à ce que ce qui a été approuvé soit mis en œuvre, en définissant bien les objectifs, en préparant mieux les exécutants de chaque mesure, en promouvant l'assurance politique, communicationnelle, matérielle et financière, en organisant les actions avec un calendrier de mise en œuvre afin qu'elles ne restent pas lettre morte. Et surtout, exercer un contrôle sur les corrections et les ajustements avec le retour d'information nécessaire.

En ce qui concerne nos responsabilités dans le domaine incertain et complexe de l'économie, il faut reconnaître que, dans l'empressement à respecter les orientations de politique économique et sociale du huitième congrès du parti, en débloquant les processus et en promouvant la formation de MPME, nous n'avons pas été assez fermes pour exiger la création de bases réglementaires suffisamment solides et complètes pour guider le fonctionnement de ces formes de gestion, qui opéraient déjà dans l'économie, mais sans reconnaissance formelle.

Les contrôles ultérieurs ont montré que nombre de ces entreprises n'ont pas répondu à la confiance de l'État avec l'honnêteté et la transparence qu'une société peu organisée exige et requiert. Par conséquent, aucun violeur du Trésor et de la légalité en général ne peut remettre en question les exigences découlant de l'analyse des erreurs et des distorsions du processus.

Comme on l'a déjà dit, la loi et l'ordre doivent prévaloir si l'on veut que toutes les formes de gestion de l'économie réussissent et soient renforcées. Je tiens à réaffirmer qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura pas de chasse aux sorcières contre les MPME privées, comme certains le prétendent, le manipulent ou le

suggèrent.

La lutte sera menée contre le manque de contrôle, les illégalités, l'évasion fiscale, la spéculation et la fraude, d'où qu'elles viennent (Applaudissements), qu'il s'agisse d'entreprises non étatiques ou étatiques. Il s'agit d'une bataille contre l'illégalité et non contre les formes de propriété et de gestion.

La création de formes non étatiques de gestion de l'économie répond à une politique approuvée lors du sixième congrès du parti, après un vaste processus de consultation populaire lors de la discussion des lignes directrices, et ce que nous devons faire, c'est l'appliquer avec ordre et discipline, dans les limites de la loi.

Les MPME ont été conçues comme des acteurs économiques qui complètent le secteur public, principalement en termes de production. Cependant, il y a eu une grande distorsion dans ce domaine : une grande partie d'entre elles ont été consacrées à la commercialisation de produits importés qui, bien qu'ils répondent aux besoins immédiats des citoyens, ne contribuent pas au développement durable du pays.

L'entreprise d'État socialiste, en collaboration avec le secteur non étatique, continue de relever le défi d'avancer à un rythme accéléré, de manière intégrée et harmonieuse, dans le développement des principaux processus productifs du pays.

Nous sommes convaincus, et nous le promouvons, que l'un des moyens les plus sûrs et les plus rapides d'influencer le bien-être de la population est d'optimiser les processus économiques, productifs et sociaux à partir de la base. Mais nous devons commencer par mettre de l'ordre, non seulement dans la gestion des formes non étatiques, car lorsque je parle d'ordre, je ne me réfère pas seulement au contrôle, mais aussi à l'organisation efficace des processus, à la nécessité d'innover, de rompre avec l'inertie, d'aller dans le sens du développement qui est nécessaire de toute urgence.

Les MPME cubaines n'ont pas été conçues uniquement pour le secteur non étatique de l'économie ; cependant, la dynamique de leur formation dans le secteur étatique a été pratiquement inexistante, malgré quelques expériences positives.

Je peux citer le cas des biofactories qui étaient piégées par les inefficacités des entreprises dont elles faisaient partie et qui, une fois transformées, ont considérablement amélioré leur production et leurs indicateurs économique-financiers. Il en va de même pour les entités du secteur des communications. Les MPME sont conçues pour les entreprises de haute technologie afin de tirer parti de leur capacité d'adaptation.

J'attire l'attention sur une autre des tendances négatives auxquelles nous devons faire face dans la société et que j'ai évoquée récemment lors de la 8e session plénière du Comité central du Parti.

Le gouvernement des États-Unis et les secteurs extrémistes de la contre-révolution, dans leur offensive médiatique, stimulent les actes criminels et le vandalisme, dans le but de créer un scénario d'insécurité favorable à leurs objectifs déstabilisateurs.

L'action permanente du ministère de l'intérieur et des organes judiciaires en contact étroit avec la population a permis, ces dernières années, de découvrir, de prévenir et d'affronter des typologies et des tendances criminelles multiples et complexes, ce qui a été possible grâce à une plus grande rigueur dans le traitement juridique, pénal et pénitentiaire, en particulier dans le cas des personnes accusées, inculpées ou punies pour des délits à fort impact social.

Malgré ces efforts, la situation en matière de criminalité, de corruption, d'illégalité et d'indiscipline sociale reste complexe et marquée par un scénario socio-économique défavorable.

Le général d'armée Raúl Castro Ruz a un jour averti que la lutte contre la criminalité et la corruption ne pouvait plus être envisagée, et il nous a exhortés à être implacables face à ce phénomène. Cet appel est toujours d'actualité. Et pour le promouvoir, il faut exalter les attitudes les meilleures, les plus honnêtes et les plus dignes des citoyens.

Nous devons renforcer le travail d'éducation au sein de la famille, de l'école, des institutions et de la société.

Nous devons améliorer nos mécanismes de contrôle populaire, afin de gérer l'exercice des fonctions et des responsabilités des dirigeants et des fonctionnaires, devant le peuple, avec transparence et intégrité.

Nous devons être plus rigoureux dans la découverte des actes criminels et dans les poursuites judiciaires, en respectant toujours les procédures et les garanties.

Ici, nous avons entendu un jeune agriculteur de Nueva Paz se plaindre que sa coopérative est obligée d'employer une grande partie de sa main-d'œuvre à la garde, matin, midi et soir, au lieu de la consacrer à la production.

Nous n'avons pas réussi à nous demander quelle était la proposition pour aborder le problème d'une manière différente. Aujourd'hui, nous devons trouver des idées et des solutions qui impliquent l'ensemble de la société dans la lutte contre la criminalité. Si un pays a de l'expérience en la matière, c'est bien Cuba.

Tolérance zéro pour les indolents, les voyous et les paresseux !

Et si les lois doivent être plus sévères, c'est à cette Assemblée de légiférer pour les rendre telles. Une petite nation qui a affronté avec un courage admirable le plus grand et le plus puissant empire de l'histoire ne se laissera pas vaincre par le crime (Applaudissements).

Mes chers compatriotes :

Les mois qui se sont écoulés montrent clairement une réalité mondiale convulsive et dangereuse en cette année 2024, où les menaces à la paix deviennent plus visibles, propulsées par l'ordre politique et économique international, avec ses contradictions intrinsèques et sa nature injuste, qui promeut et approfondit l'inégalité, la polarisation et une concentration flagrante de la richesse qui est de plus en plus exclusive.

La primauté d'une seule puissance dictant sa volonté au reste de la planète est déjà un rêve du passé et tenter de le faire revivre mène à des impasses risquées. C'est ce qui se passe lorsque l'on tente de placer le monde entre deux options : la souveraineté ou la soumission. Dans cette philosophie, ceux qui se subordonnent au modèle établi par l'impérialisme sont récompensés et encouragés, tandis que les nations qui défendent leurs droits au développement dans un monde équilibré sont harcelées, punies et bloquées.

La diplomatie est constamment malmenée et de moins en moins envisagée pour résoudre à temps les conflits les plus graves. Il est plus que paradoxal, c'est scandaleux, de voir se succéder d'importants événements internationaux et des réunions de haut niveau de diverses natures et dans différentes parties du monde, alors que le crime odieux de génocide contre le peuple palestinien se déroule au vu et au su de tout le monde.

C'est une atteinte à la dignité humaine que, alors que des millions de personnes se mobilisent sous toutes les latitudes contre ce nouvel holocauste, la soi-disant communauté internationale, qui représente

ces millions de citoyens du monde dans les instances mondiales, soit incapable de mettre un terme au massacre, uniquement parce que les génocidaires bénéficient du soutien et de la complicité du gouvernement des États-Unis et d'autres gouvernements puissants alliés au sionisme.

Dans ce scénario complexe, que j'ai décrit très brièvement, la Révolution cubaine a continué à développer ses liens bilatéraux avec des pays de différentes régions. Nous avons intensifié les contacts avec plusieurs gouvernements, tant pour échanger et réconcilier des idées politiques en faveur de la paix que pour stimuler les relations commerciales, échapper aux effets du blocus économique des États-Unis et explorer des opportunités économiques de bénéfice et d'avantage mutuels.

Nous continuons à nous identifier aux causes justes et avons offert le pays comme espace de dialogue et de délibération pour les défendre.

En avril, en collaboration avec Progressive International, un congrès international s'est tenu à La Havane pour marquer le 50e anniversaire de l'adoption, en mai 1974, aux Nations unies, des résolutions qui ont donné naissance au nouvel ordre économique international. Cette étape, promue à l'époque par le Mouvement des non-alignés et le Groupe des 77, a marqué l'une des tentatives les plus importantes des pays en développement de poursuivre la bataille pour la décolonisation.

Nous voulions faire en sorte que cet anniversaire ne passe pas inaperçu, surtout à la lumière des problèmes auxquels les pays en développement continuent de faire face aujourd'hui et pour rappeler que 50 ans plus tard, la majorité des habitants de la planète portent le lourd fardeau créé par les règles économiques, commerciales et financières fixées par les mêmes puissances qui nous ont condamnés au sous-développement, par le biais du colonialisme, de l'esclavage et du pillage incessant de nos ressources.

Je m'arrête ici pour partager avec vous des idées que j'estime précieuses. Pour ce faire, je reprends des extraits d'une récente réflexion sur la colonisation culturelle et l'éducation du jeune vice-président de la Casa de las Américas, Jaime Gómez Triana : « La colonisation culturelle est un phénomène sur lequel il est essentiel de réfléchir en permanence et qui concerne l'humanité dans son ensemble, mais qui affecte particulièrement les peuples du Sud, soumis à une avalanche incessante de produits pseudo-culturels, à travers lesquels ils cherchent à imposer et à normaliser un modèle de société centré sur l'individualisme, la banalisation, le culte de l'insignifiant, le *carpe diem*, pour reprendre la célèbre phrase d'Horace, le « vivre pour l'instant » et le « accorder un crédit minimal à l'avenir ».

« La relation entre l'école et la décolonisation culturelle est vraiment cruciale et doit être analysée en profondeur, systématiquement, en vue de générer dans nos communautés les antidotes nécessaires pour contrer le poison individualiste, que nous voyons aujourd'hui associé à des expressions rétrogrades, intolérantes, totalitaires et, disons-le sans honte, néo-fascistes ».

Pourquoi choisir cette réflexion, apparemment si éloignée de la dure réalité économique à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui ? Parce que le jour où nous oublierons que la conscience des citoyens est le soutien fondamental d'une société socialiste, qui recherche avant tout la richesse spirituelle des individus, nous trahirons Martí, Fidel, Raúl, Che et tous ceux qui ont renoncé à chaque centime de leurs économies et sont allés vaincre ou mourir contre les murs de la dictature militaire de Fulgencio Batista, il y a 71 ans, pour construire un destin humainement supérieur pour Cuba (Applaudissements).

Cet engagement explique pourquoi notre maigre budget est si fortement consacré à l'éducation, à la culture, aux écoles d'art et aux événements culturels qui contribuent à soutenir et à nourrir l'âme de la nation, avec des efforts qui, dans les pays pauvres ou en développement, dépendent presque entièrement du mécénat.

Dans le cadre de ces efforts, nous organisons une nouvelle édition du Coloquio Patria à La Havane, un espace de dialogue et de réflexion pour les activistes, les communicateurs, les intellectuels et, en

général, les personnes préoccupées par l'avancée dangereuse de la colonisation culturelle, le pouvoir des monopoles de la communication et de l'information et la réémergence des courants fascistes et néofascistes qui se répandent fortement et au vu et au su de tout le monde.

Cela n'enlève rien à notre activisme dans les organisations et événements internationaux, avec un accent sur la région, mais avec une présence de plus en plus active dans des scénarios plus nouveaux pour Cuba, tels que les BRICS et l'Union économique eurasiennne.

Nous continuons à remplir nos engagements en matière de solidarité internationale et, en particulier, nous avons maintenu la coopération médicale internationale dans diverses régions, ce qui nous a valu une grande reconnaissance.

Le plan féroce et mensonger des États-Unis pour discréditer les services médicaux cubains est public, notoire et contraire à la nature solidaire et coopérative de ces services, menaçant même les gouvernements souverains qui en bénéficient. Les mensonges et les campagnes de promotion sont des méthodes consubstantielles à l'impérialisme. L'exemple le plus scandaleux est le maintien de Cuba sur la liste du département d'État des pays supposés soutenir le terrorisme, alors que nous n'aurions jamais dû y figurer. Nous sommes en effet victimes du terrorisme, mais ceux qui parrainent ses auteurs et les récompensent en toute impunité n'osent pas figurer sur une telle liste.

Le gouvernement américain sait, ses agences de renseignement peuvent le confirmer et le monde entier reconnaît que Cuba ne soutient pas le terrorisme, que cette calomnie est une fabrication totalement malhonnête, conçue pour renforcer le blocus économique et frapper encore plus durement le niveau de vie du peuple cubain.

C'est pourquoi elle suscite tant de rejet. C'est pourquoi des dizaines de gouvernements, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes, demandent aux États-Unis de mettre fin à la calomnie et à l'injustice. Des dizaines d'organisations à l'intérieur même des États-Unis, y compris des autorités locales, des groupes religieux, académiques et sociaux et des individus d'origines diverses de ce pays, demandent également aux États-Unis de mettre fin à la calomnie et à l'injustice.

Membres du Parlement :

Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, la polarisation politique et la division des sociétés se sont accrues, alors que la solidarité devrait se multiplier face à l'accroissement des inégalités.

L'ultra-droite profite de la polarisation provoquée par l'application des modèles économiques néolibéraux et de leur échec social retentissant, et la stimule. Par la manipulation et la tromperie, elle parvient à accéder à des postes de gouvernement et à mettre en œuvre des politiques visant à détruire les avancées sociales obtenues au cours de décennies de lutte populaire.

Cuba a dénoncé les tentatives permanentes de générer de la violence au Venezuela et les actes d'ingérence dans ses affaires intérieures, qui n'ont toutefois pas réussi à vaincre la révolution bolivarienne. Comme preuve de cette force, nous prévoyons la victoire de Nicolás Maduro aux prochaines élections présidentielles (Applaudissements).

Nous avons maintenu notre position ferme en faveur de la paix en Colombie, en notre qualité de garant des processus de paix avec l'Armée de libération nationale et le groupe rebelle armé Segunda Marquetalia, ainsi qu'en contrôlant le respect de l'accord avec les FARC-EP.

Depuis Cuba, nous continuons à promouvoir la solidarité et la coopération en Amérique latine et dans les Caraïbes. Nous défendons le strict respect du principe de non-intervention, directe ou indirecte, dans les affaires intérieures de tout autre État, mais nous soutenons inconditionnellement les gouvernements progressistes qui peuvent renverser des siècles d'injustice dans la région.

Chers compatriotes :

Nous parcourons, centimètre par centimètre, tout le territoire cubain. Nous allons de municipalité en municipalité et je peux vous assurer que nous avons été témoins d'expériences encourageantes - certaines admirables - qui montrent tout ce qu'il est possible de faire, même dans les circonstances les plus défavorables.

Nous avons vu des terres cultivées qui étaient autrefois envahies par les mauvaises herbes, de petites usines qui ont surgi d'espaces auparavant inutiles, nous avons parlé avec des collectifs de travail qui se distinguent par un profond sentiment d'appartenance, de satisfaction pour ce qui naît d'un effort soutenu, et marqués par un leadership qui sait proposer avec audace dans ces cas, qui se concentre sur les solutions et qui a banni le mot « défaite » de la philosophie de tous les jours.

Aujourd'hui, l'une des questions les plus importantes qui devrait nous préoccuper est de savoir comment nous pouvons transformer ces histoires de triomphe, ces expériences exceptionnelles en une tendance, en une atmosphère de réussite qui se généralise. How can we multiply the collectives of the Jaramillo, La Caraña, Dolores, Cauto-La Yaya, La Minerva and El Alambre production centres; the 14 de Julio Agro-industrial Sugar Company, which has completed the last harvests; the Santos Caraballé dairy UEB of the Venegas Livestock Company; the Gispert and Iraelda Marzo García UBPCs and their president Beto; the Waldo Díaz Fuentes, Arides Estévez, Enrique Moreno and Emilio Herriman Pérez CCSs; the agricultural producers Rolando Ben Ben Benito and the Iraelda Marzo García UBPCs and their president Beto; the agricultural producers Rolando Benito and their president Beto; the agricultural producers Rolando Benito; the agricultural producers Rolando Benito; the agricultural producers Rolando Benito and their president Beto; les producteurs agricoles Rolando Benítez de Tahón, député à cette Assemblée ; le jeune Yariel Negrín du projet des jeunes producteurs à Placetas ; Javier González à Güira de Melena ; la famille Carlos de l'UBPC de canne à sucre Tuinicú ; les frères Velázquez de la CCS Cuba Va ; les jumeaux de la ferme Santa Rosa ; les producteurs usufruitiers Alex Raúl Castañeda et Yoandri Rodríguez de l'entreprise agricole Cabaiguán ; Euclides Veyrut sur l'île de la Jeunesse ; l'exploitation de Raúl Concepción dans le CCS Alberto Pis ; l'exploitation organoaponique Las Celas dans l'UEB Tabaco, qui est un exemple de coopération entre une entreprise d'État socialiste et les Forces armées révolutionnaires ; les performances d'entreprises d'État telles que l'Union des industries militaires ; l'entreprise Roselló ; les microentreprises et PME d'État Motores TahuCuba et COPEXTEL Soluciones ; la ferme agro-écologique Los Tamarindos ; les travailleurs héroïques des centrales thermoélectriques, pour ne citer que quelques exemples de cette impressionnante progression vers la prospérité par ses propres forces, qui est encore l'exception, mais qui sera un jour la règle dans ce pays de personnes talentueuses et entreprenantes qui ont le droit et la possibilité de réaliser leurs rêves à Cuba (Applaudissements).

Bien sûr, pour que cette réponse vienne, nous sommes nombreux, nous les Cubains, qui, depuis l'espace qui nous correspond en tant que citoyens, devons agir avec soin, avec discipline et avec une rigueur qui rende durable tout ce qui nous manque sur la voie du bien-être, pour garantir des projets de vie et la prospérité de la merveilleuse jeunesse que nous avons.

Il y a une richesse de potentiel, une richesse inestimable dans nos propres forces, dans la capacité d'innovation des Cubains, cette qualité innée qui a émergé depuis les temps difficiles des Mambises et qui, depuis lors, a apporté toutes sortes de triomphes. Nous disposons d'une intelligence naturelle qui, cultivée et affinée au fil des décennies par une révolution qui défend la connaissance et la pensée, peut continuer à nous conduire vers les nombreuses solutions dont Cuba a besoin.

La philosophie de Fidel Castro, qui consiste à faire confiance au peuple, c'est-à-dire au génie multiplié de chacun d'entre nous, n'a pas perdu de sa validité : comme nous l'avons dit à d'autres occasions, aucun d'entre nous ne sait ou n'apprend plus que nous tous ensemble.

Surmonter les plus grands obstacles avec intelligence, voire avec sagesse, n'est pas une expérience inconnue pour nous : l'histoire est faite d'épisodes déjà vécus ; mais s'il fallait en citer un récent, rappelons-nous comment les scientifiques cubains ont sauvé un peuple entier des ravages du COVID-19 (Applaudissements).

C'est un exploit si retentissant, si rapide et si efficace que, même s'il est raconté plusieurs fois, il ne finira jamais par être écarté de notre récit de l'héroïsme, des forces intrinsèques et des espoirs. La fierté est telle qu'aujourd'hui, nous sommes si désireux de porter cet exemple de ce qui est possible dans tous les domaines de la vie du pays.

Si l'on nous a refusé l'oxygène médical - et n'oublions pas ce passage de cruauté impériale, subi au milieu du moment le plus sombre du COVID-19 -, si nous sommes soumis à un blocus de plus de 60 ans, qui boycotte la vie de tous côtés et cherche à fermer toute porte à la prospérité, si malgré tout cela nous sommes vivants et actifs, que ne pourrions-nous pas réaliser sans le poids d'un des amis de Cuba, un génocide silencieux ? Si, malgré cette cruauté qui, comme l'a justement défini un ami de Cuba, est un génocide silencieux, si malgré tout cela nous sommes vivants et actifs, que ne pourrions-nous pas accomplir sans le poids de l'un des châtiments les plus cruels et les plus longs de l'histoire ?

Apprendre chaque jour, se renouveler par la connaissance, avoir une pensée non seulement riche en idées, mais aussi capable de s'adapter au moment historique et aux besoins : voilà une prémisse sans laquelle il sera très difficile d'aller de l'avant.

Il est du devoir de chacun d'entre nous de garder ses forces, ses ressources matérielles et humaines à portée de main et, sur la base d'une notion réaliste et actualisée, de maintenir sa pensée en éveil afin de surmonter l'adversité.

Au milieu de ce combat, immergés dans une planète qui montre des signes de déshumanisation, il nous appartient de veiller sévèrement à ce que la sensibilité, chez nous, ne nous abandonne pas.

Le jour où nous nous regarderons le visage pour ne pas voir les urgences et les douleurs des autres, le jour où nous oublierons que c'est toujours l'autre qui nous sauve, ce jour-là, l'humanisme d'une Révolution née pour la dignité de l'être humain, une Révolution qui s'est faite en mettant le « nous » au-dessus de l'égoïsme naturel du « je », sera en danger.

Comme l'a dit un jour le commandant en chef Fidel Castro Ruz : dans les moments difficiles, il y a ceux qui s'embrouillent, ceux qui se découragent, ceux qui se laissent abattre, ceux qui se ramollissent, ceux qui trahissent, ceux qui désertent. Fidel a dit que cela se produit à toutes les époques et dans toutes les révolutions ; mais il a également dit que c'est dans les moments difficiles que les hommes et les femmes sont vraiment mis à l'épreuve (Applaudissements). Avec la force imbattable de ses mots, il nous a dit que les moments difficiles sont la meilleure mesure de chacun d'entre nous.

À partir de cette vérité fidéiste, nous pouvons être fiers - depuis longtemps déjà - de l'immensité et de la noblesse de nos femmes et de nos hommes, de nos enfants, de nos adolescents, de nos jeunes, de nos seniors et de nos anciens, de tous les protagonistes de ce que nous appelons la résistance et dont il n'existe pas encore de textes ou de monuments capables de la représenter fidèlement.

Ces années, et chaque heure de combat, ont accru la capacité du peuple cubain, souvent démontrée - et d'autres encore insoupçonnées - à faire face à de multiples attaques, pénuries, provocations et défis.

Notre esprit est tellement formé que cette résistance ignore l'immobilisme, endure sans avancer : la voie cubaine est une résistance intelligente, c'est créer à contre-courant. Nous parlons de ne pas nous conformer, de continuer à tracer des horizons, de continuer à faire, sans écouter les voix du désespoir. La voie cubaine, c'est se refaire chaque jour dans l'art du possible, et prouver que, comme Fidel nous l'a appris, cela vaut la peine de vivre et de se battre (Applaudissements).

La meilleure leçon à tirer de ces heures est la grandeur d'un peuple qui sait, au plus profond de son amour-propre, combien il vaut la peine de vivre pour connaître, à partir de la rébellion, le sens de la dignité et du dévouement, et ce que signifie vaincre.

À quelques heures du 71e anniversaire de l'assaut de la deuxième forteresse de Cuba, ce petit moteur de la rébellion qui a allumé le grand moteur de la révolution de Fidel, Raúl, Ramiro et de la génération exemplaire du centenaire de l'apôtre, nous félicitons le peuple noble et travailleur d'Espiritu et de tout Cuba (Applaudissements), pour son héroïsme et sa résistance à l'empire, mais aussi pour sa rébellion et sa non-conformité face aux erreurs, aux distorsions et aux tendances négatives qui réapparaissent sans cesse sur le nouveau chemin, toujours ardu, du socialisme.

Cette génération, engagée dans la continuité de la Révolution des humbles, par les humbles et pour les humbles, luttera pour que nous puissions tous atteindre, le plus tôt possible, une prospérité digne et inclusive, où aucun citoyen n'est laissé sans protection. C'est pour cela que nous travaillons !

La patrie ou la mort !

Le socialisme ou la mort !

Nous vaincrons !

(Applaudissements.)

(Traduit du site de la Présidence de la République)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/360577-discours-prononce-a-la-cloture-de-la-troisieme-periode-ordinaire-des-sessions-de-la-xeme-legislature-de-lassemblee-nationale-du-pouvoir-populaire>



Radio Habana Cuba